MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ATHENES

N° 1 – Octobre 2022

Editorial

Dans le cadre de la réorganisation des services économiques de la Direction générale Trésor, une nouvelle zone a été constituée au 1er septembre au sein de son réseau international. Elle comprend la Grèce, la Bulgarie, Chypre et la Roumanie.

La mise en place d'une veille hebdomadaire couvrant l'ensemble des pays de cette région procède de cette évolution. Elle vise à renforcer la coordination et le partage des analyses économiques et sectorielles dans une optique régionale.

J'ai ainsi le plaisir de vous adresser ce premier numéro des Brèves économiques du Sud-Est de l'Europe et vous en souhaite une bonne lecture.

François de Ricolfis
Chef de service économique régional pour le Sud-Est de l'Europe

Bulgarie

Macroéconomie et finances

Politique : résultats des élections législatives anticipées du 2 octobre 2022
Selon les résultats annoncés par la Commission électorale centrale, sept partis entreront à l'Assemblée nationale à la suite des élections législatives anticipées du 2 octobre 2022 (quatrièmes élections législatives en 1 an et demi) : 1/le parti GuERB (centre-droite) de Boïko Borissov, ancien Premier ministre à trois reprises pendant la période 2009-2021, avec 25,3 % des voix, soit 67 sièges sur 240 dans l'AN ; 2/ le parti centriste « Poursuivons le changement » de Kiril Petkov, Premier ministre entre décembre 2021 et juillet 2022 (13,8 % - 36 députés) ; 3/ « Mouvement des droits et des libertés » avec (13,8 % - 36) ; 4/ « Renaissance » (parti nationaliste et pro-russe) (10,2 % -27); 5/ Parti socialiste bulgare (9,3 % -25); 6/ « Bulgarie démocratique » (7,4 % -20); 7/ « Progrès bulgare » avec (4,6% -12). Le taux de participation a été très faible (39,4 %). Compte tenu du paysage politique fragmenté, la formation d'un gouvernement s'annonce difficile.

Finances publiques : excédent budgétaire de 0,7 % du PIB et dette publique de 20,7 % du PIB
Selon les données préalables du MoF, le solde public s'élèverait à + 0,5 Md EUR, soit 0,7 % du PIB, à la fin du mois de septembre 2022. Les recettes seraient de 23 Mds EUR, soit 75,4 % de l'estimation annuelle, et les dépenses de 22,5 Mds EUR, soit 66,7 % de l'estimation annuelle. Selon le MoF, la dette publique s'est élevée à 15,9 Mds EUR, soit 20,7 % du PIB, à la fin du mois d'août 2022. La dette intérieure constitue 33,1 % de la dette publique et la dette extérieure 66,9 %. 68,2 % de la dette publique est libellée en euro, 31,6 % en BGN et 0,2 % dans une autre monnaie.

Démographie : baisse de la population de 11,5 % en 10 ans
Selon les données définitives du recensement effectué en 2021, la population de la Bulgarie s'élève à 6 519 789 d'habitants. Celle-ci a diminué de 844 781 personnes, soit de 11,5 %, entre les recensements de 2011 et de 2021. La diminution de la population résultant du solde naturel négatif est de -501 000, soit 59,3 % de la baisse totale. Le solde naturel pendant toute la période 2011-2021 était négatif, avec la plus forte diminution en 2021 (-90 317 personnes). 40,7% de la baisse totale de la population est due à l'émigration. 344 000 personnes ont quitté le pays durant cette période. La part relative de la population de plus de 65 ans a augmenté de 18,5 % en 2011 à 23,5 % en 2021. La part de la population active (15-64 ans) est de 62,4 % en 2021 contre 68,3 % en 2011.

Conjoncture : croissance de 2,9 % en 2022 selon la Banque mondiale
Selon les dernières prévisions de la Banque mondiale, le PIB de la Bulgarie croîtrait de 2,9 % cette année, soutenu par la consommation publique (+13,2 %) et privée (+4,3 %), et de 1,7 % en 2023. L'inflation (indice des prix à la consommation) serait de 14,4 % en 2022 pour baisser à 6,8 % l'année prochaine. Le solde public serait négatif (-4,2 %) en 2022 avant de diminuer à -3,3 % en 2023. La Banque mondiale prévoit une hausse de la dette publique de 25 % du PIB en 2021 à 28,6 % en 2022 et à 29,5 % du PIB en 2023. Les réformes et les investissements au titre du PNRR et du Cadre financier pluriannuel contribueront à soutenir la croissance et celle-ci atteindrait 3,3 % en 2024.

Enjeux sectoriels et thématiques

Diminution du prix du gaz naturel de 34 % en glissement mensuel en octobre
La Commission pour la régulation de l'énergie et de l'eau (EWRC) a approuvé le 1er octobre une baisse de 34 % du prix du gaz naturel par rapport à septembre, à 119,3 EUR/MWh (233,36 BGN/MWh ; hors prix d'accès, de transfert, accises et TVA). EWRC prend en considération pour la première fois lors de la détermination du prix du gaz naturel, les fournitures de gaz en provenance de l'Azerbaïdjan (couvrant près d'un tiers de la consommation du pays), via l'IGB, dans le cadre d'un contrat à long terme.

Programme de connectivité des transports 2021-2027 pour 1,61 Md EUR
Le programme de connectivité des transports 2021-2027 de la Bulgarie, estimé à 1,61 Md EUR, a été adopté le 3 octobre par la Commission européenne, les principaux objectifs du programme étant l'achèvement du réseau de transport RTE-T et la transformation numérique. Les investissements les plus importants qui seront financés au titre de ce programme sont : la construction et la modernisation des tronçons ferroviaires et routiers le long du corridor Orient – East Med (dont la liaison ferroviaire entre la Bulgarie et la Macédoine du Nord, la construction d'une autoroute entre les villes Roussé et Veliko Tarnovo et l'amélioration de la connectivité entre les corridors Orient – East Med et Rhin – Danube), la construction des infrastructures pour des carburants alternatifs sur les voies principales du réseau routier national, le développement des voies navigables, des ports maritimes et des infrastructures pour le transport intermodal.

Chypre

Macroéconomie et finances

Le Conseil des ministres a approuvé le budget de l'État pour 2023, qui prévoit une croissance de 5,7% en 2022, avant un ralentissement à 3% du PIB en 2023. En 2024 et 2025, la croissance est anticipée à 3,3 % et 3,2 %, respectivement. Le taux d'inflation est estimé à 3% et le taux de chômage à 6,4%. La dette publique devrait diminuer sensiblement en 2022, à 89,6 % du PIB, contre 103,9 % en 2021.
Le service de la dette (intérêts) et les remboursements de prêts (étrangers et nationaux) affichent une baisse de 21,5 % pour 2023, à 1,9Md€, contre 2,4Mds€ en 2022. Les principaux risques budgétaires annoncés par le Ministre des Finances M. Petrides, comprennent la perte de recettes fiscales en raison d'une baisse de l'activité économique, l'augmentation des coûts des projets de construction, l'augmentation des coûts du service de la dette, l'augmentation des créances douteuses des banques, ainsi que la période prolongée de forte inflation (risque de stagflation) en raison des sanctions imposées à la Russie et des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement.

Enjeux sectoriels et thématiques

Tourisme : Au cours du premier semestre 2022, Chypre a enregistré 5,03 M de nuitées, un chiffre en forte hausse par rapport à 2021 (1,69 M) et qui se rapproche des niveaux de 2019 (6,79 M). Les arrivées touristiques ont été satisfaisantes malgré la perte des quelque 780k touristes russes, compensées en partie par 160k nouvelles arrivées en provenance de l'UE sur les 8 premiers mois (pour un objectif fixé

à 200k sur l'année). Désormais, près de 40% des arrivées proviennent de pays de l'UE, contre seulement 26,4% en 2019. Par rapport à 2019, les arrivées ont fortement progressé depuis l'Allemagne (+26%), la Pologne (+134%), le Danemark (+70%), la France (+100%), ou encore l'Autriche (+57%).
Logiquement , les recettes liées au tourisme ont atteint 381,7 M€ en juillet 2022, marquant une forte progression (+55,4%) par rapport au mois de juillet 2021 (245,7 M€). Sur les sept premiers mois de l'année, les recettes touristiques s'établissent à 1,22 Md€, contre 504 M€ en janvier-juillet 2021. Les recettes touristiques se situent enfin à 85% de leur niveau prépandémique (1,43 Md€).
(Source : Eurostat, Financial Mirror, CYSTAT)

Innovation : Chypre progresse dans le classement European Innovation Scoreboard en 2022 de la Commission Européenne. Le pays est désormais promu au statut de « fort innovateur » dans ce tableau de bord annuel, qui fournit une analyse comparative des performances des États membres de l'UE dans le domaine de l'innovation, sur la base de 32 indicateurs. Chypre progresse à la 9e place du classement (12e en 2021), se plaçant juste derrière l'Allemagne mais devant la France. Le pays enregistre notamment de bonnes performances pour les indicateurs "Co-publications public-privé", "PME innovantes collaborant avec d'autres" ou encore "Population ayant suivi un enseignement supérieur". (Source : Présidence de la République).

Grèce

Macroéconomie et finances

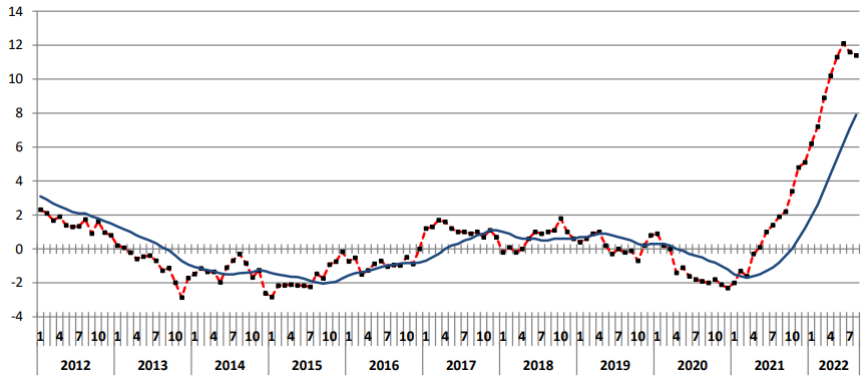
Avant-projet de loi de finances 2023 : Malgré les conditions actuelles d'incertitude au niveau international, **les prévisions macroéconomiques du gouvernement grec pour 2022 se présentent meilleures que celles publiées en avril** dans le Programme de stabilité. Soutenu par la consommation privée (+7,2%) et l'amélioration des recettes touristiques qui pourraient retrouver le niveau de recettes de 2019[1], le taux de croissance de l'économie grecque est prévu à 5,3% (contre 3,1% précédemment), contre 2,6% pour la zone euro. Pour 2023, le taux de croissance est prévu à 2,1%, principalement tiré par la contribution des investissements (+16%) au titre du Plan national de relance et de résilience (PNRR). Le taux d'inflation pour 2022 a été revu à la hausse, à 8,8%, contre 5,6% auparavant, contre 8,1% pour la zone euro, alors qu'il devrait reculer à 3% en 2023. Le taux de chômage devrait poursuivre sa trajectoire baissière pour atteindre 12,9% cette année, avec une amélioration marginale à 12,6% l'année prochaine.
Du côté de ses finances publiques, la Grèce envisage de préserver les équilibres : En 2022, le déficit public est estimé à -4,1% (-8,7 Mds€), légèrement grevé par les mesures supplémentaires de soutien à l'économie prises par le gouvernement[2], avant de reculer à -2,0% (-4,5 Mds€) en 2023. Le déficit primaire devrait être maintenu en dessous de -2%, à -1,7% (-3,6 Mds€), tandis que pour 2023 la Grèce devrait, selon ces prévisions, parvenir à dégager un excédent primaire, à 0,7% (1,6 Mds€). La dette publique

[1] Les recettes touristiques de 2019 ont totalisé à 18Mds€, la meilleure performance en matière des recettes touristiques depuis 2002.
[2] Les mesures mises en place, en 2022, par le gouvernement grec pour faire face à la crise énergétique, pour soutenir les ménages et les entreprises face aux pressions inflationnistes et le maintien de certaines mesures ciblées pour faire face à la pandémie représentent un coût budgétaire de 4,7 Mds€, de 1 Md€ et de 4,3 Mds€ respectivement.

devrait afficher cette année une baisse notable de 24,2% par rapport à 2021, s'établissant à 169,1% du PIB (355 Mds€), avant de reculer à 161,6% du PIB (357 Mds€) en 2023.

En août 2022, le taux de chômage s'est établi à 12,2%, inchangé par rapport à juillet, mais en baisse par rapport à août 2021 (13,7%). le nombre de personnes ayant un emploi s'est établi à 4 105 420, en hausse de 1,2 % par rapport à l'année dernière. En revanche, le nombre de chômeurs s'est élevé à 569 609, en baisse de 11,4 % par rapport à août 2021 et de 0,56 % par rapport à juillet 2022.

Variations annuelles (en rouge) et moyennes annuelles (en bleu)
(%) de l'indice des prix à la consommation



Source : Autorité statistique hellénique (ELSTAT)

L'industrie manufacturière grecque s'est contractée en septembre, selon l'enquête mensuelle PMI, soulignant les pressions inflationnistes. Le compilateur de données S&P Global a declaré que son indice final des directeurs d'achat de l'industrie manufacturière reste inférieur à 50 (49,7 points en septembre, contre 48,8 en août). Toute lecture inférieure à 50 points marque une contraction de l'activité, tandis qu'une lecture supérieure à 50 points indique une expansion. Il s'agit du troisième mois consécutif de détérioration des conditions dans l'industrie manufacturière grecque. La production et les nouvelles commandes ont toutes deux chuté, l'inflation élevée ayant comprimé la demande.

Nouvelle hausse des taux souverains, liée aux préoccupations relatives à la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et au risque de récession en Europe. Le taux grec à 10 ans a fini hier 5 octobre à 4,65%. Bund allemand : 2,02%. Spread Grèce-Allemagne : 263 pb.

Enjeux sectoriels et thématiques

Plan national de relance et de résilience (PNRR) : Ayant atteint ses 28 jalons et objectifs, **la Grèce a soumis à la Commission européenne sa deuxième demande de paiement de 3,56 Mds€**, dont 1,72 Md€ concerne la partie des subventions (sur 17,8 Mds€ qui lui sont alloués au total) et 1,84 Md€ la partie des prêts (sur un total des 12,7 Mds€). La Commission dispose d'un délai de deux mois pour évaluer la demande.

Quant au volet opérationnel, **entre mai et septembre 2022, 142 nouveaux projets, d'un budget total de 3,28 Mds€, ont été ajoutés au volet des subventions, portant le nombre total de projets à 372 et leur budget total à 13,5 Mds€**. Parmi les nouveaux projets figure celui de la station de stockage par pompage de Grèce-Occidentale (Amfilochia), d'une capacité de 680 MW (d'un budget de 250 M€ / pilier Transition verte), ainsi que celui de développement de petits satellites, associés à la communication quantique, les télécommunications, la surveillance des frontières et des incendies (d'un budget de 200 M€ / pilier Transition numérique). **En outre, les travaux de réforme progressent également.** Parmi ceux-ci, notons l'inclusion de la simplification du processus d'autorisation pour les investissements dans les sources d'énergie renouvelables, ainsi que l'interconnexion des caisses enregistreuses électroniques avec les systèmes de point de vente et l'Autorité indépendante des recettes publiques (AADE).

Aides d'État : La Commission autorise un régime grec d'un montant de 800 M€ en faveur des petits consommateurs d'électricité non résidentiels qui sont particulièrement vulnérables aux fortes augmentations des prix de l'électricité dues à la crise géopolitique actuelle. La mesure sera ouverte aux consommateurs d'électricité qui (i) ont un contrat pour un tarif de fourniture d'électricité variable et dont la puissance ne dépasse pas 35 kVA ; (ii) détiennent des boulangeries ; ou (iii) ont un tarif agricole. En particulier, l'aide (i) ne dépassera pas 62 000 € par entreprise active dans la production primaire de produits agricoles, 75 000 € par entreprise active dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture et 500 000 € par entreprise active dans tous les autres secteurs. L'aide sera accordée au plus tard le 31 décembre 2022.

Pour la première fois en Grèce, la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables dépasse la production à partir de gaz naturel. Sur les 8 premiers mois de l'année, les sources d'énergie renouvelables (SER), à l'exclusion des grandes centrales hydroélectriques, ont produit 13238 GWh, laissant le gaz en deuxième position avec 13150 GWh. Les SER ont couvert 37,5 % de la demande, le gaz 37,2 %, en baisse pour la première fois depuis 2017, le lignite 11,3 %, l'hydraulique 8,6 %. La part des importations nettes a été réduite à 5,4 %, atteignant 1912 GWh, le niveau le plus bas depuis 2013. Selon les autorités grecques, la production d'énergie verte se traduira par des économies de plus de 2Mds€ en 2023 due à la substitution des importations de gaz naturel.

Inauguration de l'Interconnecteur Grèce-Bulgarie (IGB) , le 1er octobre à Sofia. Ce projet contribuera à renforcer la sécurité d'approvisionnement de la région, y compris les Balkans occidentaux, l'Ukraine et la Moldavie. L'IGB, soutenu par les réseaux transeuropéens pour l'énergie, a une capacité initiale de 3 milliards de mètres cubes/an (dans le sens Sud-Nord). Il a reçu 45 M€ du programme énergétique européen pour la relance et 39 M€ des fonds structurels dans le cadre du programme opérationnel "Innovations et compétitivité".

Roumanie

Macroéconomie et finances

La Banque Nationale de Roumanie annonce une forte hausse des Investissements Directs Etrangers en 2021

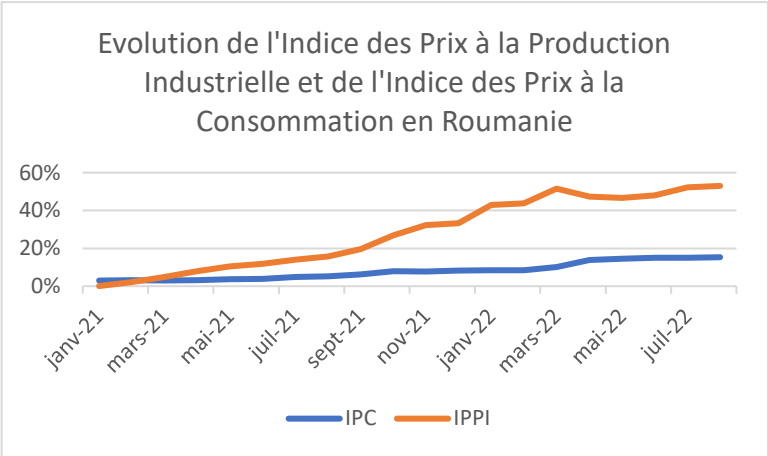
D'après le rapport sur les Investissement Direct Etrangers pour l'exercice 2021 publiée par la Banque Nationale de Roumanie le 3 octobre, les flux d'IDE à destination de Roumanie ont été multipliés par trois par rapport à 2020, pour atteindre EUR 8,9 Mds, soit le plus haut niveau observé ces dix dernières années. Dans le détail, les IDE sont concentrés à 62,5 % dans la région de Bucarest-Ilfov, sont réalisés, à 30,0 %, dans le secteur de l'industrie manufacturière, et sont très majoritairement détenus par des acteurs européens. La France détient 9,7 % du stock total d'IDE et confirme sa position de troisième investisseur dans le pays, derrière l'Allemagne et l'Autriche.
Le dynamisme des investissements étrangers permet de limiter le déficit de la balance courante de la Roumanie, dont le déficit commercial s'accroit d'année en année, en raison de la dégradation continue de la balance des biens.

Les Institutions Financières Internationale revoient à la hausse leur prévisions de croissance pour 2022

Le Fonds Monétaire International anticipe, dans rapport de l'article IV adopté fin septembre, une croissance de + 4,8 % de l'économie roumaine en 2022, soit une hausse de + 0,8 pp par rapport aux prévisions de printemps. En parallèle, la Banque Mondiale, le 5 octobre, a actualisé sa prévision de croissance pour l'exercice en cours, à +4,6 % (+ 1,7 pp par rapport à la prévision de juin 2022). Malgré une forte inflation, les deux institutions soulignent la résilience de l'économie roumaine au premier semestre, le dynamisme de la consommation privée et observent des signes de reprise de l'investissement, soutenu par le déploiement massifs de fonds européens.
Le FMI et la Banque Mondiale prévoient ainsi une croissance pour 2022 supérieure à celle annoncée par le gouvernement roumain (+ 3,5 %) à l'occasion de la rectification budgétaire de juillet. Cependant, les deux institutions ont revu à la baisse leur prévision pour 2023 et anticipent respectivement une croissance de +3,4 % et +3,2 %. L'accumulation des tensions économiques et les effets du resserrement monétaire en cours pourraient en effet pénaliser l'économie roumaine à moyen-terme.

L'Indice des Prix à la Production Industrielle continue de progresser en aout 2022

L'Indice des Prix à la Production Industrielle a progressé de +53,0 % en aout, en g.a, et de +1,9 % par rapport au mois de juillet, selon l'Institut National des Statistiques. Ces hausses concernent en premier lieu le marché domestique, pour lequel les coûts de production ont augmenté de +70,8 % en un an. Les industriels roumains doivent faire face à l'explosion de leurs dépenses énergétiques, mais également à de fortes hausses de salaires. En raison d'un marché du travail sous tension, avec un taux de chômage de 5,1 %, et d'un contexte inflationniste favorisant les revendications salariales, le salaire net moyen a progressé de +12,1 % en un an.
Cette dynamique de hausse des coûts de production pourrait encore s'accroitre en raison des modifications du système de plafonnement des prix du gaz et de l'électricité, présentées le 1er septembre, qui exclut désormais les grands groupes industriels ainsi que de nombreuses PME et ETI.



Enjeux sectoriels et thématiques

La Mairie de Bucarest lance un appel d'offre de EUR 500 M afin de moderniser ses lignes de tramway

Le Maire de Bucarest a annoncé, le 28 septembre 2022, le lancement d'un appel d'offres visant à moderniser 50 km de lignes de tramway dans la ville. Le projet concerne 16 lignes différentes pour une valeur totale estimée à EUR 500 M. Les fonds européens, en provenance notamment du PNRR, devraient assurer un financement à hauteur de EUR 300 M. La municipalité compte également souscrire des prêts auprès des institutions financières internationales. La modernisation des lignes doit permettre d'accroitre la vitesse de transport, de fluidifier la circulation des bus qui partagent les voies et de réduire drastiquement le nombre de pannes. La ville, qui compte déjà 90 km de lignes modernisées, estime que les travaux seront achevés dans deux ans.